

3 789990 301003

P 99903 DOM 1,00€

REVOLUTION SOCIALISTE



CP N° 57608 - Directeur de publication : Philippe Pierre-Charles - BP 1031 97200 Fort-de-France CEDEX - Fax 05 96 64 28 69

mai 2009
RS N° 974
Prix : 1 euro

WOULO POU 1^é MÉ 2009 !

**LE POINT SUR LA
QUESTION DES BÉKÉS**

**Alfred MARIE-JEANNE, LE
MIM ET LA RÉGION, FACE
AU MOUVEMENT SOCIAL**

Editorial

1er mai 2009 : UN CRU D'EXCEPTION !

Par milliers nous retrouverons les rues que nous avons arpentées à Fort-de-France, non pas pour le carnaval oublié de 2009 mais pour cet extraordinaire mouvement de février-mars. Nous retrouverons ce sentiment fait d'un étrange mélange de joie et de colère. Colère devant la profitation encore si présente, devant les manœuvres des profiteurs pour reprendre d'une main ce qu'ils ont dû concéder de l'autre, devant le refus de l'Etat de lâcher quoi que ce soit sur les minima sociaux... Joie d'avoir découvert la fierté d'être debout, joie du coude à coude fraternel retrouvé, joie de l'espérance nouvelle de faire reculer l'exploitation, de poser des jalons pour une vie meilleure.

Nous sommes lucides. La crise des finances et de l'économie capitalistes rendue encore plus terrible par sa conjonction avec la crise écologique produit partout dans le monde ses effets ravageurs. L'exaspération sociale est partout. En France, on retient les patrons pour qu'ils daignent répondre

aux salariés en révolte, on manifeste, on fait grève. Dans beaucoup de villes d'Amérique, d'Afrique, d'Europe, d'Asie, de grandes foules exprimeront leur refus de payer la crise du capitalisme mortifère.

Mais nous savons bien que, pour être dignes des martyrs de Chicago (1886), - dont le sacrifice est à l'origine du choix de la date du 1er mai comme Journée internationale de lutte des travailleurs - pour être dignes de toutes les puissantes luttes menées par les opprimés depuis cette date, il faut aujourd'hui affronter les problèmes d'aujourd'hui avec encore plus d'audace, plus de détermination, plus de persévérance que jadis.

Les rêves brisés du passé, les abandons, les trahisons n'ont pas réussi à éteindre la petite flamme de l'espérance des peuples. Il n'y a pas d'autre chemin que la lutte, d'autre dignité que celle d'agir comme un vaillant homme, comme

une vaillante femme, pour une vie tout simplement humaine.

Jamais les défis n'ont été plus dramatiques : ou bien l'Internationale des peuples devient le genre humain, ou bien nous mourons tous et toutes sur la calebasse d'une planète dévastée, faute de n'avoir pas mis à bas le capitalisme.

Jamais nous n'avons été aussi riches d'autant d'expériences positives et négatives accumulées dans le siècle passé aux quatre coins du monde.

Jamais la classe des producteurs/trices n'a été aussi importante numériquement. Et il y a longtemps que le système qui nous plonge aujourd'hui dans la catastrophe n'avait été aussi contesté et avec autant de lucidité.

Le 1er Mai reste l'occasion inégalée de ressentir, d'exprimer et de vivre, à l'échelle du monde, cette colère et cette joie.

Philippe Pierre-Charles

UN NOUVEL ETAT D'ESPRIT

Le mouvement de février-mars a créé dans la population un nouvel état d'esprit qu'il s'agit d'essayer de bien mesurer pour s'orienter dans la nouvelle période.

Ce nouvel état d'esprit n'a pas gagné toute la population, loin s'en faut. Beaucoup ont gardé l'habitude de la passivité...exigeante ! Ainsi, certains qui n'ont rien fait pendant le mouvement ; qui ont même pesté lourdement contre la lutte menée, ne se gênent pas pour crier sur l'insuffisance des résultats obtenus ! Vieilles habitudes de la mendicité hargneuse !

Dans une radio, l'autre jour, un sympathisant s'indignait de ce genre de commentaires. Il lâcha un coup de gueule :

- je suis dégoûté de ce peuple : vous aurez beau lui décrocher la lune avec vos dents, il ne sera pas satisfait!

Saine colère mais mauvaise conclusion. Car les comportements critiqués n'émanent que des éléments les plus passifs, les plus retardés de la population à qui il suffirait de demander sur le même ton:

- Au fait, combien de

jours de grève avez-vous faits, et combien étiez-vous prêts à en faire encore pour exiger plus de résultats ?

Il vaut bien mieux être sensible à l'opinion de celles et de ceux qui ont effectivement participé activement à la lutte, car ces forces vives là sont les seules qui réussiront demain à sortir les passifs grincheux de leur torpeur.

Et ce n'est pas seulement au sein de ces forces vives que l'on observe le nouvel état d'esprit positif issu de Février. Il s'exprime dans l'attitude face aux prix, dans les nouveaux regards sur les rapports entre élus et population, dans les nouvelles façons de désigner les profiteurs par leurs noms, dans les nouvelles attitudes face à la chose syndicale. Nombreux sont les gens qui, à l'occasion de leurs courses, interrogent sur les prix, interpellent sur le respect des accords, se tournent vers le Collectif, ou qui dans leur travail, regrettent leur passivité passée, décident de faire le pas de l'organisation collective, en surmontant leurs anciennes peurs.

Disons-le franchement : ces nouvelles attitudes sont plus précieuses que les 200 euros ou les 20% de baisse des prix. Car seul cet état d'esprit permettra de mener

les actions, d'exercer la vigilance qui feront gagner beaucoup plus, et nous conduiront à prendre notre destin en mains. Tant que le capitalisme durera, les profiteurs reprendront ici ce qu'ils ont lâché là, et guetteront le moment propice pour tenter de nous infliger des défaites majeures. La vigilance sur " salaires, prix et profits " doit devenir une seconde nature, l'intervention collective un réflexe acquis.

A force de nous heurter à leur rapacité, une rapacité qui n'est pas dans leurs chromosomes mais dans la nature du système dont ils tirent leurs profits, nous arriverons naturellement à la conclusion logique qu'il faut précisément s'en prendre à ce système lui-même.

Ce ne sera pas alors l'affaire des seules " minorités agissantes " mais l'affaire du plus grand nombre. L'histoire n'avance pas vraiment lorsque les premières tentent de se substituer aux secondes, mais lorsque les éléments les plus déterminés réussissent à prendre appui sur les modifications positives de l'état d'esprit des masses pour les entraîner dans des actions chaque fois plus profondes, plus audacieuses, plus pensées, pour que vraiment nous allions vers la victoire.

LE POINT SUR LA QUESTION DES BÉKÉS

Rien de tel que la lutte des classes pour dissiper le brouillard idéologique que certains s'évertuent à épaissir sur les questions sensibles de notre histoire ! Ainsi le mouvement social de février-mars a fait plus pour éclairer la question des Békés que les quantités impressionnantes d'encre et de salive dépensées pendant les dernières années sur ce sujet ! Pensez au savant bavardage pour savoir " *ce que les békés ont dans leur ventre*", " *si les békés sont Martiniquais ou pas*", ou encore " *si nous sommes tous créoles ou pas*" ! Toutes ces spéculations oiseuses ont disparu devant les vraies questions :

- Que sont les békés aujourd'hui ?

- Comment se positionner par rapport à leur pouvoir aujourd'hui ?

- Comment régler aujourd'hui le problème résultant de leur place dans l'histoire du pays et la société d'aujourd'hui ?

Sans vouloir nous lancer ici dans de longs développements académiques, donnons quelques éléments de base de notre contribution au débat.

D'abord indiquons que les questions ci-dessus ne sont pas seulement légitimes. El-

les sont incontournables. La disparition des tabous sur les questions de classes est toujours un progrès et la parole dite est toujours un plus par rapport à la parole refoulée si on veut poser les problèmes sans exagération de la passion, pas toujours bonne conseillère en la matière.

Il est bien vrai que les propos racistes d'un quelconque Alain Despointes ne sont pas faits pour calmer les émotions. Mais leur diffusion a quelque chose de salutaire. En rendant publique l'offense faite aux Martiniquais non-blancs, cette publicité a permis d'une part de sensibiliser les nouvelles générations sur un élément lourd de notre héritage historique, d'autre part de ramener à leur juste proportion les bavardages d'un Roger de Jaham prétendant que la morgue raciste de cette caste/classe n'était plus qu'un résidu très minoritaire.

Cela nous permet de dire que lorsqu'une société a baigné dans le racisme d'une façon aussi profonde que la société coloniale des Antilles, lorsque la version la plus extrême du racisme a été un élément consubstantiel de son fonctionnement, on ne l'extirpera pas en se contentant de jeter dessus un voile

pudique, en s'efforçant d'en diminuer la terrible portée, en s'imaginant qu'il suffit de laisser faire le temps en évitant de réveiller les vieux démons. Inutile être un grand psychanalyste pour comprendre l'importance de la parole en la matière et inutile d'être un expert en marxisme pour comprendre que la parole a besoin d'être confrontée aux expériences de la lutte des classes qui auront toujours le mot de la fin !

L'arrogance béké - qui soit dit en passant se mêle généralement à un paternalisme à nul autre pareil - n'est pas seulement un produit de l'histoire d'une caste/classe qui a dominé sans partage le pays pendant des siècles, c'est aussi le produit de sa place actuelle de maître d'une part importante de l'économie du pays. Il est bien vrai que les Békés, en tant qu'entité ethnique, ne correspondent pas à 100 pour 100 à une classe sociale homogène.

Il existe des Békés sans le sou, mais ils ne sont pas seulement minoritaires, ils sont surtout malheureusement silencieux et laissent volontiers le haut du pavé aux gros qui fréquemment les exploitent. Ce sont ces derniers qui ont choisi de

LE POINT SUR LA QUESTION DES BÉKÉS

sortir de leur discrétion et de pérorer au nom de tous.

Le jour où des "petits Békés" choisiront de prendre la parole, de se démarquer des profiteurs et pourquoi pas de rejoindre politiquement le camp du peuple auquel ils appartiennent, en rejetant ouvertement le racisme dans lequel ont vécu leurs congénères, alors nous auront fait un pas énorme dans la clarification de la question béké.

A quand donc un nouveau Monnerot, du nom de ce Béké qui selon l'historien J. Adélaïde-Merlande a été la plume de l'extraordinaire proclamation de Louis Delgrès à Matouba et qui jusque dans la mort a refusé - au prix de sa vie - le privilège lié à la couleur de sa peau ? Loin de nous l'idée d'exiger un tel héroïsme à quiconque, mais il faut avoir la lucidité de comprendre que c'est lorsque des Békés auront de façon suffisamment visible et significative franchi le Rubicon, c'est à dire transgressé la barrière communautariste, que l'on pourra de façon salutaire séparer la question de classe de sa gangue ethnique dans notre colonie de Martinique.

Pour l'heure, quand on dit Békés on pense gros Békés et l'adjectif apparaît comme

un pléonasme, ce qui est regrettable sans doute aucun, mais vrai.

Nul n'a dit ou écrit que ce sont "des " Békés qui ont orchestré la lamentable équipée qui a prétendu occuper Fort-de-France en pleine grève générale. C'était tout simplement " les "Békés ! C'était encore eux qui dans la grande distribution bloquaient les négociations, encore eux qui faisaient et font de la résistance archaïque sur d'autres question en négociation (le prix dans les matériaux de construction ou les pièces de voiture ...). C'est eux qui s'opposent et s'opposent à toute idée de réforme agraire sérieuse pour d'évidentes raisons d'intérêts de classe.

Cela n'a pas empêché tel d'entre eux de planter un arbre avec Aimé Césaire ni tel autre d'aller parler du 22 mai avec Serge Letchimy sur la place Abbé Grégoire. Et si nous leur reconnaissons un certain courage, c'est bien parce que nous imaginons sans peine l'opinion que peuvent avoir d'eux les éléments les plus attardés de la caste. Mais lorsqu'ils vont siéger dans les réunions de la région ou lorsqu'ils font avec un certain succès le siège des conseillers régionaux, ce sont les mêmes intérêts de classes

qui les animent.

Malheur à ceux qui font semblant de l'ignorer ou qui croient que le progrès de la Martinique passe par la fusion des intérêts des exploités et des exploités. Le mouvement de février a montré ce qu'il faut penser de ces chimères.

A tous ceux qui ont des yeux pour voir mais qui ne regardent pas, ce mouvement a rappelé : la lutte de classes existe et chacun doit choisir son camp. Ces réalités-là ne nous réjouissent pas. C'est bien pour cela que sur nos bannières on peut lire un idéal que nous n'avons jamais caché ni édulcoré : après l'abolition de l'esclavage, la plus importante des abolitions sera l'abolition des classes sociales et donc d'abord du capitalisme qui en est le terreau. Il n'existe pas selon nous de façon plus réaliste de travailler à la naissance à terme de l'harmonie entre tous les humains, quelque soient leurs origines ou leurs ethnies.

C'est cela le chemin de la solution de la question béké, c'est-à-dire le chemin de sa disparition comme question !

Philippe Pierre-Charles

CHARCUTAGE COLONIAL à MAYOTTE

En organisant un référendum pour la départementalisation de Mayotte, la France continue à bafouer le droit à l'indépendance de l'archipel des Comores.

En 1841, la France place les îles de Mayotte, qui font partie géographiquement de l'archipel des Comores, sous son "protectorat" et récupère ainsi un port stratégique important. En 1892, l'ensemble des Comores, dont Mayotte, devient la colonie "Mayotte et dépendances" qui sera rattachée à la colonie de Madagascar. Les révoltes de 1915 et 1940 seront vite réprimées. En 1958, les Comores accèdent au statut de territoire d'outre-mer.

Face à la volonté d'indépendance qui s'exprime de plus en plus fort, le gouvernement français organise un référendum et s'engage à respecter l'intégrité territoriale de l'archipel des Comores, conformément au droit international qui impose le respect des frontières issues de la colonisation.

En même temps, ses représentants sur place attisent les contradictions entre les îles. Le 22 décembre 1974, 96 % des Comoriens choisissent l'indépendance mais, à Mayotte, 64 % y sont opposés. Le gouvernement revient alors sur ses engagements et les Comores, qui proclament leur indépendance en 1975, sont amputées, de fait, d'une partie de leur territoire.

Malgré les condamnations répétées de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine, l'impérialisme français, sous des statuts divers, intégrera de plus en plus Mayotte dans le cadre de la République française tout en menant une double politique. A Mayotte, où il maintient un niveau de vie supérieur aux autres îles, mais nettement inférieur à celui de la Réunion, il développe l'idée que seule la départementalisation peut permettre à l'île de rattraper son retard. Sur les autres îles, il provoque l'instabilité par de multiples coups d'Etat, en développant la corruption, en encourageant les menées séparatistes qui aboutissent à un pouvoir fédéral faible. Avec le " franc comorien ", rattaché à l'euro, il interdit tout commerce avec les pays de la région.

Depuis 1995, le " visa Balladur " empêche les Comoriens de circuler librement entre Mayotte et les autres îles de l'archipel, séparant les familles, multipliant les expulsions illégales (13 000 en 2008) et les centres de rétention indignes.

La marine française pourchasse les bateaux de ces " clandestins ", qui ne franchissent pourtant aucune frontière.

C'est que Mayotte constitue une base militaire, un poste de surveillance important pour l'impérialisme français à l'entrée du canal du Mozambique, entre Madagascar et l'Afrique, par où transite une grande partie du pétrole mondial.

Ce que demande le peuple comorien c'est bien sûr le respect par la France de la légalité internationale par l'annulation du référendum et du " visa Balladur " mais c'est aussi la reconnaissance de l'intégrité territoriale des Comores. Et pour cela il réclame non pas le retour pur et simple, du jour au lendemain, de Mayotte dans l'Union des Comores, mais l'ouverture de véritables négociations sous l'arbitrage d'instances internationales.

Alain Castan

RETOUR SUR LE CONTENU DES PLATEFORMES C5/2 et LKP

Avec condescendance, paternalisme et parfois même une agressivité suspecte, certains ont critiqué des revendications contenues dans la plateforme du Collectif du 5 février (compte tenu de la grande ressemblance avec celle du LKP, on doit penser que ces reproches concernent aussi le LKP même si, tactiquement, ce n'est pas dit par les critiqueurs!). Revenons donc sur le sujet. Nous ne reprendrons pas la totalité des plates-formes dont la lecture reste nécessaire. Nous nous attacherons plutôt à dégager et souligner la nature même des revendications. On peut les classer autour de trois grands axes.

- 1 -

UN FORT CONTENU SOCIAL

La revendication de la baisse des prix pour les produits de première nécessité et de hausse uniforme des salaires (puis chemin faisant, de hausse plus importante pour les bas salaires) traduit une option claire pour les plus défavorisé(e)s.

L'exigence d'une hausse égale de tous les minima sociaux va dans le même sens. Le choix de commencer la négociation par la question des prix et le fait de privilégier les produits de première nécessité confirment le parti pris du Collectif.

Il était aussi légitime que les produits indispensables au plus grand nombre connaissent les baisses les plus significatives. Lorsque certaines personnes parlent à ce sujet de "consommérisme", elle expriment un point de vue dédaigneux typique des

petits et grands privilégiés qui n'ont pour eux-mêmes, aucun problème de consommation.

Quand on sait que des dizaines de milliers de citoyens sont, chez nous, en dessous du seuil de pauvreté, on se doit de rejeter sans état d'âme les reproches hautains des gens en place. C'est aussi avec raison que le Collectif a cherché et continue à chercher d'arracher des baisses sur les loyers, l'électricité, l'eau, le gaz, les pièces autos, les matériaux de construction.

Dans tous ces domaines, c'est le peuple qui est concerné en premier lieu.

Tout ce qui concerne les services publics est également orienté vers les défavorisés. Les riches n'ont pas besoin de services publics égalitaires, de qualité, bon marché. Les services privés qu'ils peuvent payer leur suffisent : exiger des services publics performants en matière de santé, d'école, de transport, c'est prendre position en faveur du plus grand nombre, même si cela

(suite en page 8)

RETOUR SUR LE CONTENU DES

- 3 -

UN CONTENU NATIONAL

Les détracteurs " de gauche " du mouvement de février-mars l'ont présenté comme une vaste affaire assimilationniste. Il est bien vrai que les plateformes des deux collectifs de Martinique et de Guadeloupe ne contiennent rien sur la question du statut politique et il n'aurait pas été juste d'introduire par la bande des références à une question n'ayant jamais figuré dans les appels à l'action.

Il n'empêche que sur plusieurs questions dont le contenu anticolonialiste est évident, le peuple de février a obtenu bien plus que des années de beaux discours et grandes résolutions réalisés par les détracteurs d'aujourd'hui !

Prenons la question de la priorité d'embauche des Martiniquais/es. Chacun connaît aussi bien le caractère très concret de la question que sa valeur émotionnelle. C'est en effet non seulement une revendication pour l'emploi des originaires,

dérange les petits bourgeois chagrins.

Le peuple a bien compris cette dimension de classe du conflit et sa réponse enthousiaste est logique, reconfortante pour tous les courants du mouvement ouvrier.

- 2 -

L'EXIGENCE DEMOCRATI- QUE

Tout le mouvement a été traversé par une grande exigence démocratique. Il n'y a pas de démocratie sans transparence. À tout moment le Collectif a exigé de voir clair dans les dossiers. Voir clair dans la formation des prix, dans le fonctionnement de la SARA, des services des Eaux, de l'Electricité. Des rapports ont été exigés.

Des enquêtes ont été réclamées et parfois décidées sur les conditions de travail en général et dans l'agriculture en particulier.

En Guadeloupe, la même exigence démocratique a conduit à réclamer la poursuite et la sanction des responsables de la tuerie de

1967. C'est plus que légitime. On n'avancera pas dans la quête de démocratie si les assassins à la solde des dominants courent en liberté 40 ans après leurs forfaits.

De nouvelles avancées démocratiques ont été réclamées sur le front du travail : représentation du personnel des entreprises de 5 à 10 salariés, relégués jusqu'à maintenant dans une zone de quasi-absence de droits.

Le principe de cette représentation a finalement été acté dans un accord entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux.

Enfin, alors que le préfet ironisait le 5 février sur la revendication d'ouverture de livres de compte et d'abolition du secret bancaire des entreprises, on finissait dans la négociation sur les salaires par reconnaître la possibilité que "*les représentants des organisations syndicales des salariés* " puissent "*avoir recours à un expert de leur choix*" pour vérifier les dires des chefs d'entreprises affirmant avoir des difficultés.

PLATEFORMES des C5/2 et LKP

mais aussi une façon de lutter contre la recolonisation de peuplement que certains appellent, reprenant le mauvais mot de CESAIRE, "*génocide par substitution*".

Eh bien il faut bien reconnaître que toutes les réunions faites avant sur ce sujet n'avaient pas obtenu ce qui a été signé par les représentants de l'Etat pendant le mouvement, à savoir le blocage des postes dans l'enseignement pour permettre l'emploi des enseignants martiniquais précaires, vacataires etc., au lieu de voir se poursuivre le robinet des arrivées massives.

Dans le même sens, il faut citer la reconnaissance de la nécessité d'un enseignement martiniquais prenant comme point de départ les réalités du pays.

Idem pour la défense du créole affirmée comme une nécessité par toutes et tous y compris donc les représentants de l'Etat.

Ces revendications ont été trop subversives pour le principal syndicat des lycées, le SNES, qui s'est retiré de la mobilisation. Les détracteurs d'aujourd'hui auraient dû prendre en compte de tels faits pour mesurer la portée des exigences et des résultats

du mouvement.

On peut dire pareil de l'accord signé par les "partenaires sociaux" sur la reconnaissance pleine et entière de fait syndical martiniquais.

C'est sans doute le cadet des soucis des critiques actuels du mouvement, mais les militants syndicaux savent combien cette exigence élémentaire heurte de plein fouet les traditions colonialistes des administrations et même le jacobinisme bovin de pas mal de chefs syndicaux français. Aucune pétition, ni aucune intervention de parlementaire, ni aucune motion de Conseil Général n'avaient obtenu gain de cause jusqu'à maintenant. Toutes ces justes prises de position ont aujourd'hui une chance d'être étendues et ceci grâce au mouvement social.

Le même esprit de la défense des Martiniquais, a été mise en œuvre dans le principe acté que la restauration scolaire ne sera aidée qu'à la condition que 50 % des produits nécessaires seront issus de l'agriculture martiniquaise.

Où est "l'assimilationnisme" dans tout cela ?

En conclusion, il faut persister, signer et continuer !

Rien n'est à jeter dans les revendications défendues. Il y a certes à ajouter, par exemple en prenant à bras le corps de la question de la production et de sa nature, la question du statut politique, en incluant des axes revendicatifs remettant ouvertement en cause la toute puissance du capital (en généralisant par exemple des revendications comme "l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit") mais rien ne doit être retiré.

ÉTATS GÉNÉRAUX : LA GRANDE ENTOURLOUPE

" *Finies les pleurnicheries et les jérémiades !* ". Place aux choses sérieuses. Place aux Etats Généraux. Telle est en résumé, la position défendue par E. Mondésir, Conseiller Régional du CNCP pour justifier sa participation aux Etats Généraux de Sarkosy. On peut difficilement imaginer meilleure illustration du grand écart opéré par le CNCP puisque dans le même temps d'autres membres éminents du même CNCP ont contribué à la décision du Collectif du 5 février de ne pas participer à cette opération politique.

Participer ou pas est un débat tactique, pourrait-on dire. Il y a des arguments pour, des arguments contre. Même si nous soutenons la position de la non-participation, nous ne considérons pas comme une infâme trahison le fait pour d'autres d'y participer. Il est quand même plus ennuyeux d'y aller avec la double faute de dénigrer le mouvement de février-mars et de semer des illusions coupables sur Etats Généraux.

Notre refus de participer se justifie de façon fort simple :

1) Les Etats Généraux de Sarkosy ont été conçus comme une machine de guerre contre le mouvement de février-mars. Dès son annonce, la Préfecture a commencé à renvoyer à cette grande cause informelle des questions qui faisaient l'objet de négociations dans le cadre du mouvement.

2) Les Etats Généraux sont pilotés, de façon verticale, par le pouvoir. Symboliquement, ce sont des Préfets qui sont maîtres d'ouvrage. Ni les thèmes, ni les modalités, ni les règles de la synthèse n'ont été négociés avec les représentants d'une lutte sans laquelle il n'y avait pas eu ces Etats Généraux. Les causeurs professionnels choisis pour encadrer des débats ne sont là, le plus souvent, que pour tenter de légitimer l'opération.

3) Le peuple n'aura, au terme de la grande cause, aucun regard sur les

prises de décisions. Pour résumer, Sarkosy nous dit : "*Causez ! causez ! mais après c'est moi qui décide*".

4) En conséquence, les responsables syndicaux, les associations, les politiques qui se rendent à ce marché de dupes ne font que donner au peuple l'illusion que des représentants de la population ont contribué aux décisions du pouvoir.

Le Collectif du 5 février a eu mille fois raison de ne pas se prêter à la manoeuvre.

Ajoutons simplement une question : où a t-on jamais vu des négociateurs abandonner un rôle de négociateur acquis de haute lutte par la mobilisation populaire, pour adopter le rôle de beaux parleurs dans une "*concertation*" à la suite de laquelle la partie adverse va, toute seule, prendre les décisions de son choix ?

A. MARIE-JEANNE, LE MIM ET LA RÉGION FACE AU MOUVEMENT SOCIAL

Les commentaires sont allés bon train sur les positions des élus concernant les luttes de février-mars 2009 !

Parmi ces élus, Alfred MARIE-JEANNE a occupé une place particulière du fait de l'importance de l'institution qu'il dirige, de son histoire militante, de la place qu'il occupe sur l'échiquier politique.

Beaucoup de gens se souvenant de l'implication des militant(e)s du MIM dans les luttes menées avec le CSTM et la tête encore pleine d'images et de phrases tonitruantes prononcées à l'occasion, ont dit leur mécontentement et leur colère après les déclarations du Président de région appelant

ouvertement et de façon répétée à la fin d'une grève et d'un mouvement qu'il n'avait nullement contribué à lancer.

Mais à bien regarder, cette pression pour la fin du conflit et la déclaration hostiles faites après la grève sont dans la logique de la politique menée par la majorité MIM-CNCP du conseil régional ... et en contradiction avec la participation à la lutte d'une partie des militant-es du MIM et de la très grande majorité des militant-e-s du CNCP. La grève, comme tout grand mouvement, a joué un rôle de révélateur du tournant opéré par le MIM depuis son accession à la tête de la région.

Daniel Marie-Sainte a eu beau déclarer un jour : "*...notre politique n'a pas changé, c'est toujours la guerre de classes...*", il est bien évident que le Premier Vice-Président du conseil régional n'a pas grand chose à voir avec le fougueux Secrétaire Général de la CSTM qu'il était dans les années 70-80.

A quelle "*guerre de classes*" se rattachent en effet, les cadeaux de la région au grand patronat (békés et autres !)?

Quelle "*Guerre de clas-*

ses" mène Marie-Hélène LEOTIN actrice éminente de la majorité MIM-CNCP lorsqu'elle se réjouit d'avoir participé au projet Martinique, assise à côté d'un des "profiteurs" en chef du pays, ou lorsqu'elle vante le fait que " la Région a donné plus d'argent aux entreprises qu'aux particuliers " ?

On est là dans le droit fil, non pas de "la guerre de classes" (D.M-S) ni de "la ligne ouvriers-paysans" (CNCP des premiers temps), mais du Schéma Martiniquais de Développement Économique (SMDE) qui parle de développement Martiniquais " sans la moindre prise en compte de la division en classes de la société, de l'opposition incontournable entre profiteurs et victimes de la profitation !

Or le mouvement social de février était directement orienté contre les profiteurs: Comment la majorité du Conseil Régional pouvait-elle alors soutenir fermement le mouvement sans être écartelée entre membres élus dans l'institution d'un côté et membres présents dans la rue et dans le Collectif de l'autre ?

(Suite en page 12)

A. MARIE-JEANNE, LE MIM ET LA RÉGION FACE AU MOUVEMENT SOCIAL (Suite de la page 11)

Une accusation forte) contre "les Politiques " a été entendue pendant le mouvement : " *Ils n'ont jamais posé les problèmes mis en avant par le Collectif*".

Soyons justes et soyons précis. À notre avis, les Politiques majoritaires ne sont pas coupables de n'avoir pas obtenu ce qu'ils ont réclamé, lorsqu'ils l'ont réclamé. Ils ont présenté bien des revendications au Parlement français ou dans les ministères. Mais ils/elles ont failli dans une tâche bien précise: ils/elles n'en ont pas appelé aux travailleurs/euses et au peuple, ne les ont pas invités à l'action, à descendre dans la rue pour obliger le pouvoir à entendre la voix de la population. Ils/elles ont fait croire que les élire était suffisant pour obtenir satisfaction. Cela revenait à entretenir la passivité des masses et donc ne pouvait aboutir qu'à l'impuissance. Le passé militant de certain(e)s élu(e)s les rend plus coupables que d'autres parce que eux /elles au moins savent parfaitement que seule la lutte paye! Imaginez ce qu'aurait été la situation si Alfred MARIE- JEANNE avait appelé les 75000 électeurs/rices qui l'ont placé à la tête

de la Région à se mobiliser contre la profitation, pour la justice sociale, pour le développement en faveur du plus grand nombre !

Imaginez la situation si au lieu de l'éphémère et trop furtive présence de quelques maires et autres élu(e)s dans l'une des grandes manifestations de février, on avait vu se constituer un Front des élus aux côtés du peuple debout !

Le pouvoir se serait alors trouvé devant une population entière exigeant l'emploi, les minima sociaux, un vrai contrôle des prix, un vrai développement de l'Ecole, de la Santé, etc. Nous aurions arraché dix fois plus, mais aussi cela aurait obligé à mettre en œuvre à la Région, au Département, dans les Communes, des politiques moins respectueuses des dominants, moins complaisantes, voire complices avec les profiteurs mais plus conformes aux intérêts de la majorité de la population !

Cette analyse nous conduit à une conclusion logique : le peuple ne peut se contenter d'une sorte de di-

vision des tâches entre des organisations populaires qui luttent et contestent, et, des partis majoritaires qui gèrent les institutions en ignorant en trahissant ou en édulcorant les exigences de la population.

Le mouvement social doit garder précieusement son indépendance organisationnelle. Mais il doit aussi intervenir vigoureusement dans le débat politique central et envoyer les siens partout où se règlent les destinées de toutes et de tous pour défendre ses intérêts avec autant de fidélité et de pugnacité que les politiciens de droite mettent à défendre les intérêts de la bourgeoisie.

POURSUIVRE, OUI, ET COMMENT ?

Le peuple de février 2009 - c'est ainsi que nous désignons les dizaines de milliers qui ont pris part au grand mouvement- malgré le partage de la ferveur commune, malgré l'immense joie de la solidarité retrouvée n'est bien sûr pas homogène. Cela explique qu'ils sont partagés entre des sentiments, des rêves, des préoccupations, des intentions multiples. Nostalgie de ces jours lumineux, craintes d'inachevé, craintes d'avoir été floués, ferme conviction que le combat continue, impatience de "remettre ça", acharnement à ne pas lâcher ce qui reste à conquérir, rage devant le retour déjà de certains vieux démons, tout cela se mêle avec des dosages différents selon les cerveaux et les coeurs. Ici nous voulons nous adresser à celles et ceux qui ne renoncent pas, qui s'arc-boutent sur les nécessités de poursuivre et qui débattent des moyens de le faire. Celles-là et ceux-là ont d'abord le devoir de comprendre, en commençant par les difficultés et les revers.

L'ECHEC DU 17 AVRIL

On n'a aucune chance de comprendre ce que l'on

écarte du regard ou que l'on cherche à masquer par la langue de bois !

Honneur aux 200 personnes environ qui ont manifesté pour l'emploi, contre la précarité le 17 novembre en soutien au Collectif parti en négociations ! Mais il ne sert à rien d'expliquer l'échec du nombre par des allusions aux manifestations concurrentes, liées à la commémoration de la mort d'Aimé CESAIRE. Inutile aussi d'évoquer la difficulté d'expliquer la différence entre une grève générale - qui n'était pas à l'ordre du jour -et une mobilisation, qui était absolument nécessaire. Inutile d'insister sur le scepticisme plus ou moins pesant des directions syndicales.

Tout cela est vrai, mais il n'empêche que le combat le plus légitime est aussi le plus difficile :

1) Parce que les principaux concernés, les chômeurs, sont éparpillés, parce que - par définition- elles/ils ne maîtrisent pas l'appareil à de production et sont plus préoccupé(e)s par la survie individuelle que par la recherche des solutions collectives.

2) Parce que trop de salarié(e)s voient la lutte

pour l'emploi comme un geste de solidarité avec les sans-emploi au lieu de la voir comme un axe fondamental de défense de l'ensemble de la classe travailleuse, un élément essentiel pour garantir le poids social et donc politique de cette classe dans la vie du pays.

L'ampleur du chômage massif pèse sur la conscience aussi bien des victimes que des autres, et on ne pourra vaincre le scepticisme que lorsque les revendications proposées et les alternatives défendues auront acquis une crédibilité puissante.

Nous sommes là au cœur de la principale faiblesse objective du mouvement ouvrier et donc de toutes les politiques qui s'appuient sur ce mouvement. Nous reviendrons plus loin sur les moyens d'affronter la résignation en la matière.

LE SUIVI DES ACCORDS

Pour oser entreprendre les grandes tâches, il faut consolider, assurer et approfondir les victoires obtenues. Cela s'impose en urgence dans tous les domaines, et c'est à titre d'exemple que nous ne mettons ici l'accent que sur deux questions :

Suite en page 14

POURSUIVRE, OUI, ET COMMENT ? (suite)

1) Sur la question des prix.

Il faut d'abord se garder d'aider ceux d'en face dont la tactique comprend aussi l'idée de décourager en défaisant ce qui a été signé. L'accord sur les prix ne comprend pas une baisse générale mais une baisse ciblée sur des articles appartenant à 100 familles de "produits de première nécessité". Que certains profiteurs s'efforcent de désespérer le peuple en disant qu'ils ne peuvent pas faire d'opérations de vente promotionnelle, qu'ils augmentent les autres produits, qu'ils organisent la pénurie dans les 100 familles, qu'ils jouent au jeu dangereux de la manipulation subreptice des étiquettes est une évidence. Pour y faire face, il est urgent de renforcer les équipes militantes pour le contrôle, d'activer la commission de suivi, d'augmenter la pression pour que les instruments d'une vérification méthodique des prix soient effectivement mis en place.

L'un des acquis du mouvement est la compréhension nouvelle pour beaucoup que l'on peut, que l'on doit agir sur ce terrain comme sur d'autres si on veut réduire la profitation et les souffrances.

2) Sur la question des salaires.

Là aussi les manœuvres patronales sont multiples. Il n'y a pas d'autre réponse que l'action collective, que le travail avec les équipes syndicales, que la dénonciation des mensonges patronaux. Comme celui de faire croire que l'accord signé s'accompagne d'un gel des salaires et des NAO explicitement rejetés dans la négociation.

CONTRE LES LICENCIEMENTS

La lutte contre les licenciements est une priorité. Certains patrons aux aguets ont saisi l'aubaine de la grève pour réaliser des projets de licenciements bien antérieurs à celle-ci.

Refus, dénonciation, mobilisation sont les armes immédiates à utiliser. Préfet et Direction du Travail ont été interpellés sur le sujet en pleine négociation du 17 avril. A une demande expresse du Collectif, le Préfet a même reconnu la nécessité de réfléchir à une déclaration à faire pour mettre en garde contre les licenciements abusifs. Il serait naïf de se contenter de ce vague engagement. La lutte sur le terrain s'impose et d'ailleurs se mène dans plusieurs entreprises.

Le soutien collectif s'impose !

LES DOSSIERS NON REGLES

Tout le monde s'accorde pour dire que sur les minima sociaux comme sur l'emploi, la récolte est maigre.

Sur plusieurs revendications relatives à l'emploi (par exemple la remise en place des dispositifs améliorés de congés/solidarité - départs à la retraite anticipés compensés par des embauches de jeunes - ou d'autorisation administrative de licenciement, la préfecture s'est limitée à une déclaration de "soutien de l'État" comme si la majorité parlementaire UMP n'était pas un élément "normal" de l'État.

Cela signifie que le maintien de la pression populaire s'impose, même sur cela.

En ce qui concerne les minima sociaux c'est-à-dire le sort des plus démunis, l'État n'a rien lâché de plus que les maigres augmentations décidées pour la France alors qu'on sait parfaitement que ces hausses insuffisantes pour la France sont plus ridicules chez nous où le pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté est plus élevé. C'est pour cela que les trois structures de luttes de Martinique, de Guadeloupe, de Guyane ont décidé de se rencontrer pour

==>

POURSUIVRE, OUI, ET COMMENT ?(fin)

mettre sur pied un programme commun de mobilisation à partir de revendications à harmoniser.

Faire réussir cette mobilisation est une tâche fondamentale pour toutes et tous.

POURSUIVONS LE DEBAT

La floraison des meetings d'organisations politiques au sortir du mouvement est frappante et positive. Le GRS avait initié le processus en proposant aux autres courants anticolonialistes un meeting commun qui s'est effectivement réalisé deux jours avant la grève. Nous avons continué pendant le mouvement avec Alex LOLLIA (Guadeloupe) et Olivier BESANCENOT (France) dans un meeting massif et enthousiaste au Centre Culturel Aimé CESAIRE. Le séminaire du 19 avril, à l'AMEP était aussi organisé par nous, GRS.

Le besoin de débattre ne s'est pas exprimé seulement par des meetings de partis (à part le GRS, le PCM, le Palima, le CNCP...). Il s'est traduit aussi par la volonté de certains d'aller aux causeries de Sarkozy (voir article sur les Etats Généraux) ou encore par l'initiative du "Gran Sanblé". Mais si cette initiative piétine, ce n'est pas à cause de ses objectifs dé-

clarés - que nous partageons - mais de sa volonté affichée de réunir "tous les Martiniquais", c'est à dire "Profiteurs" et victimes de la profitation qui ne cessent de s'affronter sur le terrain. Cette ambition anachronique ne peut faire illusion qu'au prix d'une hypocrisie insupportable ; c'est d'ailleurs sans doute pourquoi les initiateurs n'ont pas cherché à prendre vraiment l'attache du Collectif du 5 février pour lui proposer, au nom de la légitimité acquise, être les organisateurs d'un tel "Gran sanblé".

Un "Gran sanblé" du peuple, sans les profiteurs et sans la tutelle de l'Etat colonial reste une nécessité indiscutable. Toutes les énergies devraient pouvoir y travailler en cherchant ensemble le cadre le plus approprié, les modalités les plus adéquates, les rythmes les plus adaptés. C'est d'ailleurs la proposition faite par la CDMT sous le nom

de Convention du peuple. Il n'est bien sur pas trop tard pour en prendre le chemin en rediscutant collectivement de l'idée.

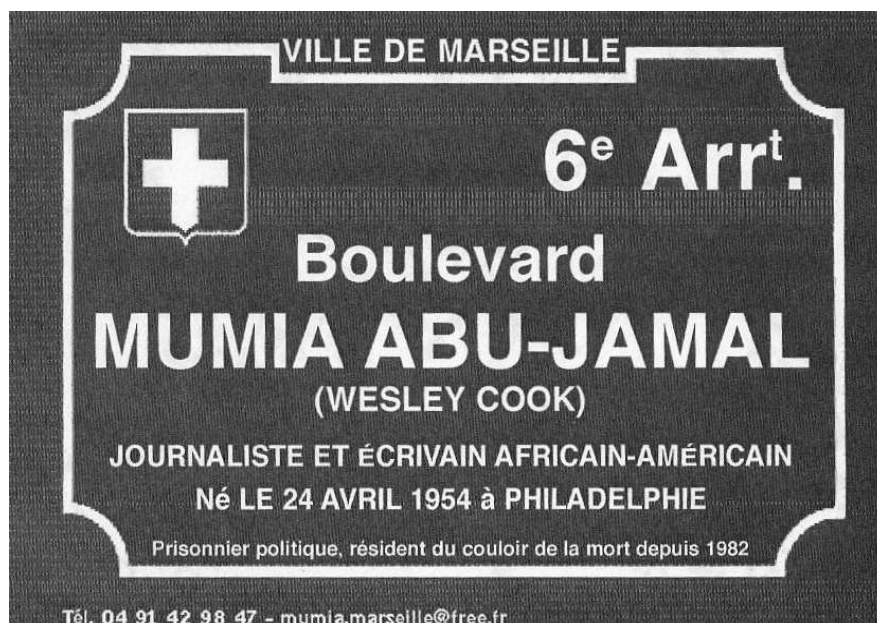
Le grand mouvement d'associations et de structures les plus diverses qui se sont tournées vers le Collectif pour lui proposer de réfléchir et agir ensemble nous montre que le besoin est ressenti bien au-delà des rangs habituels des militant-e-s. "Convention", "Gran sanblé", "Etats Généraux du peuple", "Assises populaires"...le nom importe bien moins que la nature et le contenu.

L'essentiel étant de ne pas laisser passer l'occasion qui nous est fournie par la lutte elle-même.



Mumia Abu Jamal honoré à Marseille

Une rue se situant entre la préfecture de Marseille et l'ambassade des Etats Unis porte désormais le nom du journaliste.



Nous publions ci-dessous une correspondance de Mme Bellemare, militante féministe et anticolonialiste, dont la saine réaction contre le machisme ordinaire mérite d'être largement médiatisée.

Huguette Bellemare
Lot. La Crique - Voie 3
97220 Trinité

Trinité, le 23 avril 2009

à

Monsieur le Directeur ou Madame la Rédactrice en chef de la publication TV Magazine

Monsieur ou Madame,

Pratiquement chaque semaine, vous publiez au moins une "blague" sexiste. La semaine dernière, la femme était assimilée dans une de ces blagues à une machine à sous dans laquelle on glisse une pièce pour en obtenir un enfant (ce qui est non seulement une manière de la rabaisser mais aussi une façon d'avilir l'acte d'amour, l'enfant qui en résulte et, somme toute, l'homme qui l'accomplit!)

Cette semaine, dans la même rubrique, vous publiez une blague déjà parue il y a peu (n° 1009), qui alimente le phantasme selon lequel l'homme aurait le droit de se procurer à volonté une femme plus jeune et plus jolie que "la sienne" par une sorte d'échange standard - satisfait ou remboursé en quelque sorte ! Et cela sans qu'il soit exigé de l'homme, consommateur tout puissant, aucune qualité physique ou morale en échange!

Ce type de blagues habitue les garçons puis les hommes à croire que les femmes sont une espèce inférieure mise à leur disposition pour leur service et leur agrément. Aussi, lorsqu'ils se trouvent confrontés à la réalité : une femme qui exige le respect de sa dignité et de sa volonté, ils pètent les plombs et deviennent violents.

D'où les horribles meurtres de femmes qui bouleversent régulièrement l'opinion publique. Je suis persuadée que vous ne voudrez pas continuer à paraître les encourager, pis, les préparer en continuant à publier de telles blagues. En tous les cas, moi je refuse d'en être complice.

C'est pourquoi j'ai le regret de vous retourner cet extrait de votre magazine.

Recevez, Monsieur ou Madame, l'assurance de mes sentiments féministes.

Huguette Bellemare